

Bonjour et merci pour cette présentation chaleureuse.

La Canadian American Society of the Southeastern United States travaille maintenant depuis plus de 10 ans à l'amélioration des relations commerciales entre le Canada et les États-Unis. Il convient, en outre, de louer les efforts de la Society of International Business Fellows, principale association de gens d'affaires du sud-est des États-Unis, qui vise à promouvoir un programme à caractère international dans vos collèges et universités et une meilleure compréhension des échanges commerciaux internationaux et du contexte mondial.

Permettez-moi, d'abord, de vous dire quelques mots sur deux événements marquants de la vie nationale canadienne qui se déroulent actuellement. Dans trois semaines, le parti duquel je suis membre, le Parti progressiste conservateur formant le gouvernement actuel, se choisira un nouveau chef et, partant, le nouveau Premier ministre du Canada. Avant la fin de la présente année, le nouveau Premier ministre devra déclencher des élections générales.

Alors que nous nous apprêtons à franchir ces étapes, j'aimerais avant toute chose tenter de broser un tableau des réalisations canadiennes au cours des dernières années et de notre orientation de sorte que vous, nos alliés, partenaires commerciaux, investisseurs, et amis, puissiez savoir à quoi vous attendre.

En juin, lorsqu'il quittera ses fonctions, le premier ministre Mulroney mettra un terme à un mandat remarquable. Je crois que le *Washington Post*, dans un éditorial publié en février dernier, a bien résumé la situation. On pouvait y lire :

C'est avec un rare courage que Brian Mulroney a accompli la plupart des choses qu'un Premier ministre canadien devrait faire. Il a augmenté les taxes afin de réduire un important déficit budgétaire qui se faisait menaçant. Il a persévéré dans la recherche d'une solution à la querelle de longue date entre le Québec et le reste du pays. Il a négocié un accord commercial d'envergure avec les États-Unis, permettant du même coup une augmentation rapide des échanges commerciaux entre les deux pays.

Grâce à des politiques comme le contrôle des dépenses, la réduction du déficit, la réforme fiscale, la déréglementation, la privatisation et la libéralisation des échanges commerciaux, le Programme de renouveau économique que notre gouvernement a présenté en 1984 a servi de base à l'établissement d'une économie dynamique et orientée vers l'avenir. Bien sûr, en 1984, il s'agissait là d'un changement de cap majeur. Mais, quelle que soit la personne élue à la direction de mon parti le 13 juin prochain, nous ne sommes pas prêts d'abandonner cette orientation.